Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Quelle-posture-politique-du-PCF,1433

Quelle posture politique du PCF vis-à-vis de la Métropole de Lyon ?

- Vie politique -

Date de mise en ligne : samedi 12 avril 2014

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Avec les élections municipales de très nombreuses villes viennent de basculer à droite. La percée du Front national est inquiétante.

Les difficultés croissantes des populations, le chômage massif notamment des jeunes, l'affaissement des services publics et les inégalités aggravées, provoqués par la politique d'austérité ont conduit des millions d'électeurs de gauche à s'abstenir et à sanctionner lourdement le politique d'un gouvernement qui a trahi les espoirs issus des scrutins de 2012 favorables au Parti Socialiste.

Des villes comme Pierre-Bénite, Mions, Rillieux, Grigny, Saint-Fons, Décines, Saint-Priest, Chassieu et Francheville ont été perdues dans le Rhône.

Dans notre département, je pense que cette sanction a été confortée par la politique du Grand Lyon menée par Gérard Collomb ces dernières années.

Le refus d'un retour à une gestion publique de l'eau, le forcing pour imposer le TOP, le choix de gâcher des dizaines de millions d'Euros dans le Grand Stade et décider à deux (Collomb et Mercier) de la disparition du département du Rhône et de la création du monstre appelé métropole n'ont pas été partagés par les électeurs de gauche, y compris de nombreux électeurs communistes.

Le message des urnes doit être entendu afin de répondre aux besoins de nos territoires et de leurs habitants. Cela a valeur pour le nouveau gouvernement Valls comme pour les futurs gestionnaires de la métropole de Lyon.

Je pense que la mise en place de celle-ci dans les mois à venir, doit être l'occasion pour les citoyennes et citoyens des communes concernées, d'exprimer leurs exigences afin que le futur Conseil Métropolitain prenne des décisions fortes et lisibles en rupture avec les orientations politiques de ces dernières années.

J'estime que les communes doivent être le centre de gravité de la future métropole qui doit respecter leur souveraineté et leur donner les moyens de leur développement.

Selon moi, la future métropole doit veiller à renforcer la solidarité entre les communes, l'égalité entre les territoires avec des services publics efficaces renforcés avec les créations d'emplois nécessaires. Elle doit agir pour une ré-industrialisation des territoires et des services qui lui sont liés en développant la formation et l'emploi des jeunes, et en combattant la précarité dont ils sont victimes. Elle doit apporter des réponses aux énormes besoins de logements diversifiés avec des logements sociaux de qualité et accessibles à tous. Elle doit développer l'offre publique des réseaux de transports collectifs, métros, tramways et bus et abandonner le TOP fortement rejeté par les populations. Elle doit jouer un rôle moteur pour le développement durable avec notamment une l'amélioration de la qualité de l'air, la performance énergétique des bâtiments, le traitement des déchets, la sécurité industrielle.

Ces exigences doivent être portées par les communistes et leurs élus-es dans les villes, au Conseil Communautaire et demain au sein du Conseil Métropolitain.

Les communistes de notre département affirmeraient ainsi leur volonté de construire une agglomération solidaire, plus proche des citoyens, qui fasse le choix de répondre aux besoins sociaux, de reconstruire l'égalité entre les territoires, de combattre les inégalités sociales avec le développement des services publics et d'avoir un fonctionnement plus transparent et plus démocratique des collectivités locales dont en premier lieu le futur Conseil

Copyright © Le Vénissian

Métropolitain.

Je constate que cela ne fut pas la volonté de Gérard Collomb ces dernières années. Il réaffirma par ailleurs dans sa campagne électorale son objectif de faire le TOP et d'être toujours plus actif pour construire un territoire d'excellence, compétitif et attractif pour les puissances financières contre les hommes et les territoires.

Tel n'est pas non plus le cap de la politique de Manuel Valls présenté à l'Assemblée Nationale. C'est une nouvelle et grave cure d'austérité qui est affirmée, le démembrement des socles de notre organisation territoriale qui va affaiblir les territoires, les mettre en compétition en aggravant les inégalités, le recul de la solidarité avec l'affaissement de notre protection sociale et une grave atteinte aux moyens des collectivités locales qui sont appelées à participer à l'effort d'abaissement des finances publiques avec une réduction de 10 milliards de leurs dotations,.

Les métropoles seront les fers de lance de cette politique néolibérale qui va créer de nouvelles fractures entre notre peuple et le politique.

Au regard de ces enjeux importants et compte tenu de la rapidité des décisions à prendre, j'ai fait part d'abord à Daniel Lebail secrétaire fédérale, et ensuite au Conseil Départemental de la fédération du Rhône du PCF qui se tenait cette semaine, de mon opinion sur les deux questions centrales auxquelles sont confrontés les communistes du département du Rhône.

- La première, à quelles conditions les communistes peuvent-ils s'engager pour favoriser la constitution d'une majorité de gauche au conseil communautaire qui pourrait se traduire par l'élection d'un président de gauche notamment Gérard Collomb qui est candidat pour le Parti Socialiste ?
- La seconde, en cas d'existence d'une majorité de gauche, faut-il que les 9 élus-es conseillers communautaires communistes participent au nouvel exécutif ?

Concernant la première question, si en apparence il va de soi, que les communistes doivent favoriser la mise en place d'une majorité de gauche pouvant aller jusqu'à l'élection d'un président de gauche, pour autant ils ne peuvent pas accepter que les choses continuent en l'état. Les choix politiques et le fonctionnement du Grand Lyon doivent bouger et les communistes ne sont pas les seuls à le demander.

En ce sens je partage l'idée émise au CD de la fédération que nous sollicitions Gérard Collomb pour lui transmettre nos exigences qui sont autant de conditions.

Je ne me fais guère d'illusion sur sa réponse. Dans la période, il cherche surtout à constituer une majorité dans le secret des tractations de personnes plutôt situées à droite sur l'échiquier politique. Il sera, à mon avis, plutôt très favorable à la création d'une union sacrée que Valls souhaite à son niveau pour faire accepter une politique d'austérité aggravée.

Il n'est pas admissible que la majorité de la plus grande collectivité après Paris se constitue ainsi. En tout état de cause, si rien ne devait bouger dans le bon sens en termes d'orientations, d'objectifs et de méthode de gouvernance, faut-il à tout prix consentir à voter pour une telle majorité ? Ne faut-il pas envisager notre abstention voire la présentation d'un candidat de notre groupe à la présidence ?

Concernant la seconde question touchant à notre participation éventuelle à l'exécutif.

Permettre à une majorité de gauche d'exister pour gérer la Métropole dans les conditions définies ci-avant, ne signifie pas que nous devrions participer à l'exécutif.

En effet, comment concevoir d'un côté les députés communistes et du Front de Gauche refuser la confiance au nouveau gouvernement et d'un autre côté voir les élus communistes au Grand Lyon participer à la gestion de la métropole qui sera un des fers de lance de l'austérité imposée aux collectivités territoriales. D'autant que nos députés et sénateurs se sont battus avec ténacité contre les orientations contenues dans la loi sur les métropoles qu'ils n'ont pas votée !

Il s'agirait d'une position incompréhensible par les citoyens qui viennent de sanctionner lourdement la politique d'austérité et qui souhaitent voir les communistes et leurs élus jouer un rôle de combat contre le libéralisme et pour l'émergence d'un vraie alternative sociale et démocratique à la politique actuelle.

Ne pas participer à l'exécutif ne nous isole pas puisque cela nous met en phase avec des milliers d'habitants de l'agglomération et notamment celles et ceux qui attendent autre chose de la part de l'agglomération que ce que Collomb a fait et veut en faire. Une telle posture nous oblige encore plus à prendre des initiatives de lutte, de débats, de rassemblements, sous toutes les formes possibles, afin de permettre une l'intervention citoyenne nécessaire pour conquérir une orientation politique de la métropole conforme à leurs attentes.

Des camarades et des élus peuvent penser le contraire C'est leur droit, mais pour le moins cela nécessite, aux regards des enjeux, plus que jamais l'organisation d'un vrai débat démocratique avec l'ensemble des communistes du Rhône qui doivent pouvoir se prononcer dans chacune de leur section et ville puisque toutes sont concernées par la future métropole.

Mettons à profit la consultation des communistes sur les européennes pour avoir ce débat important avec eux, les écouter et prendre des décisions en conformité avec leur opinion. La direction fédérale du Rhône du PCF et nos 9 élus-es seront beaucoup plus sereins pour faire le choix de leur posture qui sera collective et non l'affaire de quelques-uns.

Pierre Bénite le 10 avril 2014

Copyright © Le Vénissian